

[Text]

as it was, let us say, a year ago when the policy was starting to be implemented in this kind of thing. It seems as if the women in development unit at CIDA is being downgraded in some way and is not quite as important as it used to be. This is what we are sensing. We might be wrong; it is just a warning note.

We are also sensing that while the important buzzword, trend, fad or whatnot for a year or two or three was women in development, the fad is over. People think they have done what they have to for women; it is all in place, everyone has had their course on women in development, and everyone knows what to do and how to do it. The new buzzword now is "environment", which we are all concerned with, of course. I am thinking that perhaps it is the new thing and that people will have thought the other has been taken care of.

I would really like to say to everyone that all of the things have to go forward at the same time. You do not just bring something in and it is done. You have to make sure it is done. This is the point really I wanted to bring to your attention: concern about what the status of women in development is in truth and in fact.

The Chairman: Before I turn my long list of colleagues loose on you, I always have to get mine in at the first or I never get a chance.

I want to ask you essentially the same question as I asked the Save the Children group about overall advice. I will let my colleagues pick up networking and so on. How does the Minister or how does the president of CIDA get, on some regular base, a constant kind of overview of what is out there, what the needs are and so?

Mr. Martin: I think I picked up in the earlier questions the distinction between formal and informal networking. While we have a fairly sophisticated informal network, we are only beginning to formalize it. I think this process has to continue. There is no formalized consultation process between the NGO community and the government. It is relatively ad hoc. There is no formalized networking between the NGO community and the corporate community. This has to be formalized. I think all of those ingredients together, if formalized in some kind of a permanent advisory body, obviously here in Ottawa but with its roots out around the globe, can do this.

I will describe just very quickly an incident to highlight how this is just beginning. At the New York Special Session on Africa less than a year ago, we brought for the first time ever 40 African and NGOs together from about 15 different countries. They had never met each other before. The effect of it was electric. There is now a determined effort by the African NGOs to maintain those connections and there is a major meeting coming up. This in itself has created its own impetus from which we had never benefited before.

[Translation]

qu'il était il y a un an. Tout se passe comme si cet aspect avait perdu la priorité, n'était plus considéré comme aussi important qu'auparavant. C'est notre impression. Elle est peut-être fautive, mais nous avons tenu à tirer le signal d'alarme.

Nous avons également l'impression que si l'expression «les femmes et le développement» a été le terme à la mode pendant un, deux ou trois ans, cette mode est maintenant passée. Les gens semblent considérer qu'ils ont fait ce qu'ils devaient pour les femmes, que tout a été fait, tout le monde a suivi son cours sur le rôle des femmes, si bien que maintenant chacun sait ce qu'il doit faire et comment le faire. Le mot à la mode aujourd'hui est «environnement» et c'est un sujet qui nous préoccupe tous, évidemment. J'ai l'impression que la mode est à l'environnement et l'on considère que le problème des femmes est réglé.

Ce que je voudrais faire ressortir, c'est qu'il faut avancer sur tous les fronts à la fois. Il ne suffit pas d'adopter une politique, il faut aussi la concrétiser. Il faut s'assurer que tel est bien le cas. Voilà donc ce sur quoi je voulais attirer votre attention: le rôle des femmes dans le développement, en théorie et en pratique.

Le président: Avant de lâcher la meute de mes collègues, il faut toujours que je pose mes questions en premier, faute de quoi je n'y parviens jamais.

Je voudrais poser la même question qu'aux représentants de l'Association d'Aide à l'enfance, au sujet de la concertation d'ensemble. Je vais laisser mes collègues aborder celle des réseaux, etc. Comment le ministre et le président de l'ACDI peuvent-ils faire pour se tenir régulièrement informés de ce qui se passe, des besoins, etc.?

M. Martin: Il me semble que l'on a fait une distinction, dans les réponses précédentes, entre les réseaux officieux et les réseaux officiels. Tandis que nous avons un réseau officieux assez élaboré, nous commençons seulement à l'officialiser. Je pense qu'il faut poursuivre ce processus plus avant. Il n'existe pas de mécanisme de consultation officiel entre la collectivité des ONG et le gouvernement. Tout se fait au coup par coup. Il n'existe pas de structure de concertation officielle entre les ONG et l'entreprise privée. Là encore, il faudrait une structure officielle. Je pense qu'il faudrait rassembler tous ces éléments, au sein d'une structure officielle, peut-être d'un organisme consultatif permanent, basé ici à Ottawa, mais plongeant ses racines partout dans le monde.

Je voudrais vous relater très rapidement un incident qui montre bien que nous n'en sommes encore qu'au tout début. Lors d'une session spéciale sur l'Afrique, à New York, il y a moins d'un an, plus de 40 ONG d'Afrique et de 15 autres pays se sont rassemblées pour la première fois. Elles ne s'étaient jamais rencontrées auparavant. L'effet en a été électrisant. Les ONG africaines sont maintenant déterminées à maintenir ces contacts et une nouvelle grande conférence doit se tenir bientôt. Rien que cela a suffi à donner une impulsion comme l'on n'en avait jamais vu auparavant.